

La Poste : des luttes et une résistance qui viennent de loin !

vendredi 5 février 2010, par [DELORME André](#), [MARTIN Florent](#) (Date de rédaction antérieure : octobre 2009).

La volonté de démanteler et de privatiser le service public des PTT ne date pas d'hier. Cette offensive a été menée par la droite, mais aussi par la gauche sociale libérale. Des générations de militants et d'équipes syndicales se sont mobilisées contre ces projets.

Cet article s'appuie sur des rencontres autour d'un ouvrage d'Yves Lecouturier et François Le Gros : « Caen-Gare, Histoire d'un centre de tri », Éditions La Mandragore, 2000. Il n'est évidemment pas exhaustif de quarante ans de luttes aux PTT, mais constitue une étude d'un cas significatif.

En 1967, les postiers avaient déjà fait grève massivement contre le budget des PTT et protesté contre le licenciement de 200 auxiliaires. En 1968, ils revendiquent une réduction du temps de travail, une réforme des catégories C et D, le maintien de l'unité des PTT, la revalorisation des traitements et indemnités. Le mouvement s'amplifie et c'est l'occupation – la première – du centre de tri de Caen. Sur la banderole, on peut lire « Caen-Gare en grève illimitée avec occupation du tri postal ». Un drapeau rouge flotte sur la gare de Caen. Le 20 mai, il y a 6 millions de grévistes. Caen-Gare élit un comité de grève qui veille à l'ordre, au maintien du matériel en liaison avec les sections syndicales. Les assemblées générales (AG) se succèdent. Le 29 mai, les postiers participent à l'opération « Caen ville fermée » et gardent un carrefour avec les ouvriers de Citroën. Les négociations s'ouvrent au plan national. Les accords prévoient une augmentation du point d'indice de 10% pour les cadres et de 20% pour la base et une prime de résultat d'exploitation de 525 à 725 francs. Le travail de nuit est revalorisé : un jour de repos exceptionnel en plus, une heure de moins pour ceux qui travaillent 45 heures. Les journées de grève sont payées ou récupérées. Le 6 juin, le centre de tri est le dernier du département à reprendre le travail. Le mouvement syndical en sort renforcé avec l'arrivée de jeunes ayant participé activement à la grève générale.

1974 : « Des idiots par milliers »

Les années qui suivent 1968 sont marquées par des mobilisations répétées : grèves du 4 juin 1971, du 24 au 26 mai 1972, du 15 novembre 1972, du 25 mai 1973, du 11 octobre 1973. Mais c'est le mouvement de 1974 qui va marquer profondément le milieu postal et, plus particulièrement, les centres de tri, « fers de lance » de la mobilisation. Jacques Chirac, alors Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing, assimile les postiers à « une équipe de démolisseurs ». En pleine grève, Pierre Lelong, secrétaire d'État aux PTT, évoque « *le travail idiot dans les centres de tri* ».

À Caen-Gare, comme ailleurs, l'unité syndicale est un moteur pour la grève. Le personnel réuni en assemblées générales prend en main la conduite de la lutte, aussi bien les plateformes

revendicatives – conditions de travail, augmentation des effectifs, défense du service public postal – que les formes d'action. La grève reconductible avec occupation est assumée massivement par le personnel. Elle permet aux grévistes de s'organiser. Le centre de tri de Caen-Gare est réoccupé trois fois. L'imagination des grévistes fait écho aux slogans de 68 : chansons « chantons tout le long de la grève », slogans « Valéry au tri, Anne-Aymone au téléphone », théâtre, tracts, bandes dessinées « marche ou grève ». Si la grève est coûteuse pour les postiers, son bilan est positif : titularisation des auxiliaires, création de 2.000 emplois non inscrits au budget et sur les trois annuités budgétaires qui suivent, 30.000 emplois de titulaires créés, service actif (retraite à 55ans) accordé à ceux qui ne l'auraient pas encore dans les centres de tri, augmentation de 40% du budget social. De nombreux jeunes se syndiquent. Pierre Lelong est remplacé le 31 janvier 1975.

1976-1977 : le contrôle des cadences

Le mouvement est déclenché par le licenciement de huit auxiliaires en 1976.

Il existe dans le personnel une lassitude, en particulier chez les jeunes, par rapport aux journées d'action de 24 heures sans lendemain. D'où le choix de ralentir les cadences de travail pour créer des restes (plis non distribués) – sans perte de salaire – pour obliger la direction à reculer. Cette forme d'action a déjà été utilisée au central téléphonique interurbain de Paris, en 1953. Au centre de tri de Caen, c'est un mode d'action nouveau qui correspond à l'idée de contrôle par les travailleurs de leur outil de travail, de la production ou du service. Cette démarche a été popularisée par la CFDT de LIP, les équipes syndicales de Basse-Normandie, ainsi que par le PSU et la LCR, lors des conflits Saviem, Caron Ozanne et au centre de tri.

Le coulage des cadences est organisé dans chaque équipe et fait baisser la production de 50%. Le courrier des petits usagers est privilégié par rapport à celui des grosses entreprises. Selon la direction, la machine postale se bloque. Les restes s'accumulent : 53.000 lettres, le 14 avril, 123.000, le 16 et 3.000 paquets, le 25. Le conflit empêche le licenciement des auxiliaires et obtient la création de 14 postes.

1984 : grève contre le « plan Daucet »

Le socialiste Louis Mexandeau est alors ministre des PTT. Des relations de confiance se sont établies après le conflit de 1974 avec les postiers du centre de tri. Après l'explosion de joie de mai 1981, une grande attente se fait jour. Les postiers seront d'autant plus exigeants qu'ils connaissent le ministre. À l'inverse, la pression des milieux patronaux, de la droite et des médias sera d'autant plus forte que Caen est la « ville du ministre ». Pour la première fois, des journaux nationaux comme *Paris Match* ou *Le Canard Enchaîné* vont couvrir une grève de Caen-Gare. Tous les soirs au « 20 Heures », Christine Ockrent répète : « *dans la ville de M. Mexandeau, la grève...* » S'ajoute la crainte ministérielle de déclencher une vague de revendications sur les effectifs si « l'on cède à Caen ».

Après 26.000 créations d'emplois dans la période 1981-1982, aucune n'est prévue en 1983-1984. À l'inverse, un plan de restructuration et de « redéploiement des effectifs » – le « plan Daucet » – est mis en place. Il suscite des grèves dans les centres de tri, souvent impulsées par des sections CFDT en opposition avec leur fédération. La CGT participe à ces mobilisations. Une coordination des sections CFDT « oppositionnelles » a lieu le 25 janvier 1984. Caen-Gare élabore une plateforme revendicative, concernant les conditions de travail, les effectifs, les salaires et la durée du temps de travail, qui est envoyée aux autres centres de tri.

La direction propose le retrait de seize emplois à Caen-Gare pour 1984, le conflit éclate : d'abord une grève d'une heure ; puis une grève reconductible avec occupation à la suite du retrait de service de M. Blanchet, chef de centre. Pour casser la grève, des circuits parallèles sont mis en place

comme à Giberville. Deux interventions policières ont lieu le 31 mars et le 14 avril. Elles provoquent une grande déception à l'égard du gouvernement de gauche. Après un mois de conflit, dont quinze jours de grève totale, c'est la reprise du travail. Un accord a été signé par deux responsables départementaux CFDT et CGT. Les militants CFDT de Caen-Gare sont très réservés. L'accord prévoit le report du redéploiement au 30 juin, une nouvelle étude des effectifs, la confirmation du départ de M. Blanchet (mais des propositions de maintien à son niveau administratif actuel lui sont faites), un abattement de 1/3 de retenue sur salaire.

1989 : réforme Quilès et répression à Lille Lézennes

Après la réélection de François Mitterrand, Paul Quilès va mener la réforme : « Il s'agit de moderniser les PTT pour faire face au nouvel environnement international et surtout au marché unique européen ». Elle est votée par le Parlement en juillet 1990, grâce à l'abstention des centristes. Mais pour imposer cette réforme, il fallait faire place nette et isoler le syndicalisme de lutte...

À l'origine de l'émergence de SUD, il y a « le conflit des camions jaunes » à l'automne 1988, dans lequel la fédération CFDT appelle à la reprise sans consulter le personnel : un comportement qui précipite la rupture, d'autant que simultanément, au centre de Lille Lezennes, les militants CFDT se voient retirer leurs mandats syndicaux et sont ainsi immédiatement exposés à la répression. De nombreuses équipes CFDT participent alors à la fondation de SUD PTT, parmi lesquels beaucoup de militants de la LCR, de l'Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL) et une grande majorité de syndicalistes combattifs non organisés politiquement.

Dans la préface de *l'Acharnement* [1], Gilles Perrault écrit : « En 1989 le ministre des PTT préparait la réforme de la poste. Il lui faut aplanir le terrain, isoler les foyers de résistance potentiels. Le centre de Lille Lezennes est un bastion du syndicalisme combattif. En 1988, il a mené une lutte victorieuse. SUD est apparu avec 35 % des voix aux élections ». Le 1^{er} décembre 1989 le directeur régional de la poste demande la révocation de sept syndicalistes et dépose plainte pour séquestration. Ils appartiennent tous à SUD ! L'un d'entre eux, Philippe Legrand, avait également été candidat pour la LCR, lors des élections cantonales en 1985.

Les conclusions de l'enquête réalisée par la Ligue des droits de l'homme indiquent clairement que « la nouvelle direction des Postes du Nord avait l'intention de remettre de l'ordre dans le centre de tri de Lezennes agité depuis plusieurs années par des conflits sociaux durs et fréquents ; l'analyse des faits survenus au cours de la nuit du 1^{er} décembre 1989 ne permet pas d'affirmer qu'il y a eu volonté de séquestration. Il n'y a pas eu voie de fait ; le choix des sept sanctionnés appartenant tous au même syndicat pour une action rassemblant plusieurs dizaines d'employés est une décision arbitraire incontestable ; les faits ont été grossis et dramatisés. Des mesures d'apaisement s'imposent pour renouer le dialogue social au sein de l'entreprise ». Après deux ans de mobilisations intenses de la Ligue des droits de l'homme (et en particulier d'Henri Noguères), de nombreuses personnalités de gauche et, bien sûr, de SUD PTT, le pouvoir opère un recul, mais les sept sont touchés dans leur vie personnelle et professionnelle. La CFDT ne s'associe pas à la défense des syndicalistes...

En fait, la CFDT s'engage en faveur de la réforme des PTT positivement au point d'écrire dans Fédération CFDT dans l'histoire des PTT 1919-1990 qu'elle « revendique en être un acteur déterminant » ! À l'inverse, FO, SUD et la CGT mettent en garde le personnel contre « les dangers de la réforme, véritable privatisation rampante du service public ». Au printemps, ces organisations auront de grandes difficultés à mobiliser le personnel, très sensible à l'intense campagne de communication du ministère, à l'argumentaire de la CFDT, à l'augmentation indiciaire : 10 points d'indice intégrés au salaire, et ensuite à une indemnité de 450 francs. Pourtant, l'essentiel se situe

ailleurs. La réforme modifie le statut juridique de la poste et des télécoms qui deviennent deux entités distinctes « *exploitants autonomes de droit public et non plus administration unique* ». Elle modifie donc les règles de gestion du personnel : si le personnel demeure fonctionnaire, son avancement n'est plus basé sur l'ancienneté, mais est modulé en fonction de l'appréciation des supérieurs hiérarchiques. Les contrats de droit privé vont peu à peu remplacer les concours de la fonction publique. Un reclassement de tous a lieu avec une augmentation indiciaire. Les critères adoptés, pour ce reclassement, relativisent la pénibilité par rapport à l'initiative : cela pénalise la fonction de base du centre de tri et, donc, la grande masse des agents. Ceux-ci ont le sentiment d'être lésés. Pour la CFDT PTT, c'est l'inverse. Elle affirme dans un tract « *vive les reclassifs, vive la réforme* ».

1995 : des postiers « droits dans leurs bottes »

La cause de la grève est le « plan Juppé » sur les retraites et la Sécurité sociale. Le service public est menacé ; peu à peu, les postes de titulaires sont supprimés et remplacés par des emplois « précaires » à « temps partiel ».

À Caen-Gare, la grève commence le 27 novembre. Ce sera la plus longue de tous les centres de tri. L'organisation de la lutte est facilitée par une intersyndicale permanente SUD - CGT - FO. Pour la première fois, la CFDT n'est pas dans le conflit : Nicole Notat apporte son soutien au « plan Juppé ». Les actions sont décidées en assemblée générale et elles sont nombreuses : popularisation auprès des usagers, manifestations, ravitaillement, etc. Les grévistes renouent avec la tradition de l'occupation avec piquets de grève. Les circuits de tri parallèles mis en place par la direction reçoivent « la visite » des grévistes. La solidarité avec les grévistes est importante. Les revendications concernant la précarité seront satisfaites, mais le protocole d'accord ne sera pas signé par les organisations syndicales.

Après la grève, la répression s'abat sur les animateurs de la lutte. Le centre de tri est éclaté en deux sites différents, avec remise en cause des régimes de travail. Par la suite, le centre sera réunifié sur un seul site et le mouvement syndical retrouvera sa combativité après une répression sans précédent.

Ce retour sur quarante ans de mobilisations montre la grande combativité et la détermination des postiers. Et aussi, tout au long de ces luttes, le besoin d'unité syndicale dans les services, la forte syndicalisation, la démocratie dans les assemblées générales pour la conduite de la lutte, l'imagination pour déjouer les plans de l'adversaire...

À plusieurs reprises, la gauche « plurielle » et gouvernementale, renie ses promesses électorales, faisant le contraire de ce pourquoi elle a été élue. En revanche, de nombreuses personnes inorganisées, sections syndicales, usagers et organisations de la gauche radicale qui, hier comme aujourd'hui, ont toujours été du côté du service public et des postiers en lutte, restent fidèles à leurs engagements.

André Delorme et Florent Martin

1. Fédération SUD PTT : *L'acharnement ; chronique de la répression des sept postiers de Lille-Lezennes*, Editions Syllepse 1993.

P.-S.

* Paru dans la Revue TEAN # 4 (octobre 2009).